



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Tunisie : « Le peuple veut une nouvelle révolution »

Mail pour nous contacter :
npacaenaglo@gmail.com

Le blog du secteur auto du NPA :
www.npa-auto-critique.org

BULLETIN NPA DE PSA Cormelles-le-Royal

13 février 2013

Ce slogan a rythmé les manifestations monstres de vendredi dernier pour l'enterrement de Chokri Belaïd. 1 400 000 personnes ont accompagné sa dépouille dans ce petit pays de dix millions d'habitants, où toute l'activité économique était arrêtée à la faveur d'une grève générale appelée par le syndicat UGTT. Une démonstration de force de la classe ouvrière et de la jeunesse, dirigée contre les islamistes d'Ennahda au pouvoir depuis plus d'un an.

Un meurtre pour intimider les travailleurs

Chokri Belaïd n'était pas seulement un défenseur des droits de l'homme comme les médias le présentent ici. Militant syndical, il dirigeait une coalition de partis de gauche et d'extrême-gauche, accusée par le pouvoir d'encourager les sit-in, grèves et manifestations qui se sont multipliés depuis la fuite de Ben Ali il y a deux ans.

La mission du gouvernement islamiste était de mettre fin à cette agitation ouvrière qui gêne les affaires de la bourgeoisie tunisienne et internationale. C'est pourquoi, lors de son accession au pouvoir, Ennahda a reçu le soutien de tous les dirigeants des pays impérialistes, France en tête. Manuel Valls, a beau jeu de dénoncer aujourd'hui « l'islamo-fascisme » alors qu'à l'époque le Parti socialiste était unanime pour qualifier le nouveau gouvernement de démocratique et saluer le retour prochain d'un climat serein dans les affaires.

Si la démagogie religieuse avait suffi il y a un an pour permettre à Ennahda d'accéder au pouvoir, les prêches n'ont eu aucun effet pour mettre un terme aux combats incessants des travailleurs. Ennahda a donc choisi la manière forte, en encourageant les agissements de milices protégées par la police, les mal-nommées « ligues de protection de la révolution », chargées en fait de semer la terreur parmi les femmes des quartiers pauvres, d'attaquer les piquets de grève et les sit-in de chômeurs.

En décembre dernier, ces bandes ont attaqué le siège de l'UGTT à Tunis avec les encouragements du gouvernement, le chef du parti islamiste appelant à

« lancer des avis de recherche pour purger tous les locaux de l'union syndicale ». L'assassinat de Chokri Belaïd s'inscrit dans la lignée de ces provocations directement orchestrées par le pouvoir pour faire rentrer les travailleurs dans le rang.

Retour de bâton bien mérité

Mais les explosions de colère spontanées et la grève générale de vendredi, particulièrement suivie dans les régions déshéritées du centre où les islamistes avaient pourtant fait leurs meilleurs scores il y a un an, ont révélé que la classe ouvrière est loin de céder à la terreur. Bien au contraire, c'est le gouvernement qui est en pleine crise : le premier ministre annonce un remaniement, contre l'avis du chef de son parti, lui-même opportunément réfugié à Londres. Face à cette débâcle, la bourgeoisie tunisienne et internationale se précipite pour proposer une solution de rechange : il faudrait une « union nationale », un dialogue entre tous les partis, pour « en finir avec la violence politique ». En tête de gondole de l'opposition respectable, une alliance de partis dits démocratiques, qui regroupe en réalité des cadres de l'ancienne dictature.

Il faut une deuxième révolution

Ce n'est pas un nouvel accord conclu entre des partis bourgeois, religieux ou laïcs, au nom du « dialogue national » qui pourrait apporter des réponses aux revendications démocratiques et sociales des Tunisiens. Alors que le patronat est à l'offensive en licenciant à tour de bras et en faisant augmenter les prix de plus en plus vite pour compenser les hausses de salaires obtenues par les nombreuses grèves, comment imaginer qu'une coalition de partis représentant ses intérêts pourrait apporter quoi que ce soit aux exploités ?

Au contraire, comme le scandaient les foules vendredi dernier, il faut une deuxième révolution, sociale cette fois-ci. Pas seulement pour faire déguerpir les dictateurs du moment, mais pour en finir avec la misère et les patrons qui l'entretiennent et en profitent.

Un départ = une embauche

Il se confirme que les suppressions de postes par départ en préretraite passent sur notre usine de 45 à 180. Tant mieux pour les collègues qui pourront profiter plus tôt de leur retraite. Mais c'est autant de chômage en plus pour les jeunes, sans compter la surcharge de travail pour ceux qui restent. Nous avons tout à gagner à ne pas nous laisser faire.

(Dé)montage D2

Au Montage D2, la ligne est prévue pour fonctionner avec 21 postes. Elle est déjà en sous-effectif, puisque nous tournons dessus à 16 à chaque équipe. L'encadrement a bien prévu de modifier l'effectif... mais c'est pour retirer un poste !

Si les mêmes montaient des boîtes de vitesse, on avancerait en enclenchant la marche arrière...

L'arme des travailleurs, c'est la grève

Plus de 4 semaines que la grève tient à Aulnay. La direction a fini par rappeler certains cadres envoyés sur place pour la briser. Et pour cause, les 80 véhicules qu'ils parviennent à sortir au lieu des 700 habituels retournent au moins pour moitié aux retouches. La production est tellement perturbée qu'on le ressent jusqu'à Caen. Nous manquons ainsi de palettes dans certains secteurs. Des pièces s'entassent, faute de pouvoir les transporter.

Sans les ouvriers, plus rien ne tourne...

Un 'Tiens' vaut mieux que deux 'Tu l'auras'

La direction du groupe prétend que 3 500 postes seront proposés aux 2 800 salariés d'Aulnay. Dans le lot, il y aurait 1 300 postes à Poissy... alors même que l'usine doit en rendre 700 dans le cadre de la restructuration en cours. Est-ce à dire que c'est 2 000 collègues de Poissy qui vont passer à la trappe ? Ou bien les promesses sont-elles un peu bidon ?

Car à Aulnay même, le seul nom avancé par PSA pour offrir du boulot, 750 places exactement, c'est ID Logistics. Dans l'*Usine Nouvelle*, son patron Érik Hémard ne parle que de 500 CDI, à des conditions salariales inférieures, et « en priorité pour des ex-PSA »... donc pas que pour eux. Quant aux 750 autres reclassements décomptés par PSA à Aulnay, la direction préfère taire le nom des employeurs... de peur de voir des démentis fleurir dans la presse ?

On comprend mieux pourquoi les salariés, eux, entament leur 5^{ème} semaine de grève.

Déficits artificiels... comme tous les ans

La direction de PSA annonce une dépréciation d'actifs sur sa division automobile de 3,888 milliards d'euros, liée aussi à la prévision de perte de valeur du

site d'Aulnay... due à sa fermeture.

Tout en avouant que « *cette mesure est sans impact sur la trésorerie et n'affecte ni la liquidité ni la solvabilité du Groupe* », la direction veut faire passer dans les comptes 2012 des pertes qui ne sont que théoriques. Avec les autres « ajustements », ce sera au total une perte fictive de 4,7 milliards qui sera présentée comme plombant les résultats publiés ce mercredi 13. Tous les ans, ils utilisent les mêmes combines pour hurler à la mort. Puisque cette année ils reconnaissent la supercherie, on s'en rappellera l'an prochain !

C'est ceux qui luttent qui ont raison

Goodyear a annoncé la fermeture de son usine d'Amiens-Nord, menaçant 1 200 emplois. Elle veut en plus en faire porter la responsabilité aux syndicalistes. Ceux-ci ont en effet refusé le passage aux horaires démentiels du 4x8, puis une reprise qui aurait laissé sur le carreau au moins la moitié d'entre eux, sans parler des conditions de travail dégradées.

Petit rappel : en 2007, Continental imposait à Clairoux un accord compétitivité/emploi. Deux ans après, elle annonçait la fermeture. Céder aux patrons ne protège pas l'emploi. Tout ce que les Conti ont gagné, c'est à leur lutte qu'ils le doivent.

Arnaud Montebourrage de crâne

Gel des salaires, mobilité forcée et non rémunérée jusqu'à 150 km, perte de 17 à 20 jours de congé par an... Qui trouve ces exigences de Renault, « modérées sur le fond » ? Et conseille aux salariés de « signer au plus vite » le chantage de la direction ?

Encore une fois cette semaine, c'est Arnaud Montebourg ! Il tient vraiment à se faire des copains dans l'automobile, celui-là...

Les sales coups

À l'Université de Caen, le ménage ne sera pas fait pendant 14 semaines cette année. La fac a annoncé un déficit de 1,9 million d'euro : elle taille dans son budget. Le patron d'ISS Propreté, à qui elle sous-traite le ménage, veut du coup obliger ses salariés – surtout des salariées – à prendre un congé sans solde, ou leurs congés 2014 par anticipation ! Patrons du public et du privé partagent la responsabilité des attaques. C'est ensemble qu'il faut riposter.

Connectons-nous !

Kash Leone, un collègue gréviste d'Aulnay, a posté sur YouTube son clip de rap *Ça peut plus durer*. Il y exprime sa colère contre le plan de la direction. Un sacré encouragement à la bagarre.